

La fin de la démocratie mexicaine

John ACKERMAN

2 décembre
2014



Avec l'aide de l'administration Obama, Peña Nieto est en train de remodeler brutalement la société mexicaine.

Avant même l'enlèvement tragique de 43 étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa le 26 septembre dernier, le président du Mexique Enrique Peña Nieto était déjà au bord du gouffre. Son programme de réforme néolibérale, la répression systématique des protestations et sa poigne de fer pour contrôler les médias avaient fait de lui le président le plus impopulaire de l'histoire récente du Mexique.

L'énorme agitation qui a éclaté ces derniers jours concerne donc non seulement la criminalité et la violence, mais aussi le pouvoir social et la politique démocratique. Et ce qui est en jeu dans la bataille d'aujourd'hui pour le Mexique n'est pas seulement l'avenir de paix et de prospérité pour ceux qui vivent au sud du Rio Grande, mais aussi la démocratie et la justice au nord de la frontière.

Avant d'entrer en fonction le 1er décembre 2012, Peña Nieto a publié une tribune dans le *Washington Post* dans laquelle il essayait de dissiper les inquiétudes au sujet de ses liens intimes avec la vieille garde la plus corrompue et arriérée de l'autoritaire Parti révolutionnaire institutionnel, qui a gouverné le pays de 1929 à 2000. Il encourageait les observateurs à oublier le passé du parti et à plutôt regarder son "plan pour ouvrir le secteur de l'énergie du Mexique à l'investissement privé, national et étranger."

Écrivant à la veille de sa première rencontre avec le président Barack Obama à Washington, Peña Nieto affirmait que de telles réformes "contribueraient à garantir l'indépendance énergétique US-américaine", car "le Mexique détient le cinquième réserve de gaz de schiste au monde, en plus d'importantes réserves de pétrole en eau profonde et un énorme potentiel dans les énergies renouvelables".

Obama, l'armée étasunienne et le Congrès ont accepté avec empressement le pacte diabolique de Peña Nieto. Ils soutiendraient aveuglément sa présidence en échange d'une action rapide pour réformer le statut de l'énergie.

Au cours des deux dernières années, les deux parties ont tenu loyalement leurs engagements. En décembre 2013, Peña Nieto a fait passer en force la réforme historique de l'article 27 de la constitution qui a mis fin au monopole de l'État sur l'industrie pétrolière et a ouvert les vannes à la spéculation et aux vastes investissements privés par des géants internationaux du pétrole. La majorité des Mexicains a catégoriquement rejeté ces réformes, mais ils ont été écrasés par le rouleau compresseur du Congrès national et ces réformes ont été adoptées par une majorité des parlements des États en seulement 10 jours, sans débat et en violation flagrante du processus démocratique.

Cette action légale rapide autorisant le transfert de la rente pétrolière publique au secteur privé accomplissait les rêves les plus fous de Washington. Les EU ont poussé en vain pendant des années sans succès à réaliser des réformes similaires dans l'Irak occupé. Mais au Mexique, un président loyal et corrompu s'est avéré être beaucoup plus efficace que l'occupation militaire directe.

Sans surprise, la plus grande partie de la presse internationale a applaudi vigoureusement la réforme pétrolière. "Alors que l'économie du Venezuela implose et que la croissance du Brésil stagne, le Mexique est en train de

devenir le producteur latino-américain de pétrole à surveiller – et un modèle de la façon dont la démocratie peut servir un pays en développement", écrivait le *Washington Post* dans un éditorial. Le *Financial Times* proclamait avec enthousiasme que "le vote historique du Mexique en faveur de l'ouverture de son secteur pétrolier et gazier à l'investissement privé, après 75 ans sous le joug de l'État, est un coup de maître politique pour Enrique Peña Nieto." Et le magazine *Forbes* a fait valoir que bien que le président précédent Felipe Calderón "ait peut-être poussé à des réformes réelles du pétrole, c'est Peña Nieto qui entrera dans les livres d'histoire".



Depuis que Peña Nieto a pris le pouvoir, le gouvernement étasunien n'a pas émis une seule condamnation de la corruption ou des violations des droits humains au Mexique. Ceci dans un contexte dans lequel les principales organisations internationales telles que Human Rights Watch, Article 19, et des dizaines d'ONG locales ont relevé une augmentation scandaleuse en matière de répression de la contestation et de la violence contre la presse sous l'actuelle administration.

La réponse muette du gouvernement étasunien au massacre d'étudiants du 26 septembre fait partie d'une tendance plus large à regarder ailleurs.

Mais le gouvernement des États-Unis ne s'est pas contenté de rester sur le banc de touche. Il a également renforcé son implication directe dans la guerre contre la drogue au Mexique. Le Congrès a affecté des milliards de dollars au financement de l'appareil mexicain de sécurité du gouvernement mexicain au cours des dernières années. Les autorités mexicaines et étasuniennes ont mis en place des "centres de fusion d'élite" à travers le pays pour partager des informations de renseignement. Et le *Wall Street Journal* vient de révéler que des agents étasuniens revêtent des uniformes militaires mexicains pour participer directement à des missions spéciales, comme la récente arrestation de Joaquín « El Chapo » Guzmán, le puissant chef du cartel de Sinaloa.

Maintenant que la légitimité de l'administration Peña Nieto s'écroule comme un château de cartes, ce qui a été nettement symbolisé par l'autodafé public d'une énorme effigie de lui sur la place du Zócalo, au centre de Mexico, jeudi dernier, la question que tout le monde se pose est de savoir si le gouvernement des États-Unis va continuer à se battre jusqu'au bout pour défendre Peña Nieto ou s'il y a encore dans l'establishment politique étasunien des marges de manœuvre en faveur de la paix et de la démocratie au sud du Rio Grande.

Les mesures prises récemment par les autorités mexicaines indiquent qu'elles continueront d'avoir le soutien indéfectible de Washington.

Selon plusieurs témoins, pendant les énormes manifestations du 20 novembre à Mexico, des provocateurs cagoulés ont lancé des cocktails Molotov sur la police, puis ont assisté tranquillement au malmenage indistinct des journalistes et des observateurs des droits humains et à l'arrestation d'étudiants innocents détenus. Peña

Nieto a immédiatement fait inculper 11 étudiants pour crimes graves fédéraux – terrorisme, crime organisé et conspiration – et les a fait enfermer dans des prisons de haute sécurité à des centaines de kilomètres de la capitale.

Et ce dimanche, le puissant secrétaire mexicain d'État à la Marine, le général Francisco Soberón Vidal, a fait une démonstration sans précédent d'activisme politique en déclarant publiquement que les forces armées ne sont pas seulement engagées dans la lutte contre la criminalité organisée et le trafic de drogue, mais sont également prêtes à intervenir en soutien du projet politique néolibéral de Peña Nieto pour "faire bouger le Mexique." Des câbles de WikiLeaks et des rapports indépendants ont révélé que le gouvernement des États-Unis est particulièrement proche des Marines mexicains, qu'il préfère à toutes les autres institutions de maintien de l'ordre.

Si la situation continue sur la voie tracée, le Mexique pourrait bientôt suivre le chemin emprunté par le Pérou lors de l'auto-coup d'État (autogolpe) d'Alberto Fujimori en 1992 – sous les yeux de l'administration Obama. À moins que les citoyens étasuniens ne se lèvent en soutien et en solidarité avec leurs voisins mexicains, le pays pourrait devenir la proie d'une nouvelle guerre sale soutenue par les EU contre les étudiants et les militants, similaire à la répression durant les années 1970 et 1980, qui a coûté des centaines de milliers de vies au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua et au Honduras. Il est encore temps d'agir avant que l'Amérique du Nord d'aujourd'hui devienne une copie de l'Amérique centrale d'il y a 30 à 40 ans.

John M. Ackerman

Professeur de droit et chercheur à plein temps à l'Université nationale autonome de Mexico (Unam), directeur de rédaction de la *Mexican Law Review*, chroniqueur dans plusieurs journaux mexicains (*La Jornada* et *Proceso*) et actuellement (2014-2015) professeur invité à la Sorbonne Nouvelle (Institut des hautes études de l'Amérique Latine) et à Sciences-Po Paris.

Traduit par Fausto Giudice

Original : The end of Mexican democracy ([Al Jazeera](#)) - 26/11/2014

Source traduction : [Tlaxcala](#)

»» http://www.tlaxcala-int.org/article.asp++cs_INTERRO++reference=14008